

Volet B**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge

23452500

Déposé
07-12-2023

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 11/12/2023 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0426679541

Nom(en entier) : **MOREAU**

(en abrégé) :

Forme légale : Société privée à responsabilité limitée

Adresse complète du siège Rue Aux Terrasses(AMA) 32
: 4540 Amay**Objet de l'acte :** DEMISSIONS, NOMINATIONS, STATUTS (TRADUCTION,
COORDINATION, AUTRES MODIFICATIONS), SIEGE SOCIAL,
MODIFICATION FORME JURIDIQUE, OBJET

Extrait du procès-verbal dressé par Maître Fabienne HOUMARD, Notaire à Amay, en date du 30 novembre 2023, en cours d'enregistrement, il résulte que :

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée « MOREAU », ayant son siège à 4540 Amay, Rue aux Terrasses 32 avec le numéro d'entreprise BE 0426.679.541.

Identification de la société

Constituée aux termes d'un acte reçu le quatorze décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatre par Maître Julie Lambotte, notaire à Amay, publié à l'annexe au Moniteur belge du huit janvier mil neuf cent quatre-vingt-cinq sous le numéro 850108-315.

Dont les statuts ont été modifiés à diverses reprises et pour la dernière fois par acte avenant le trois septembre deux mil huit devant Maître Fabienne Houmard, notaire à Amay, publié à l'annexe au Moniteur belge le dix-huit septembre suivant sous le numéro 08149919.

Le bureau de l'assemblée a requis le notaire soussigné d'acter authentiquement ce qui suit :

Bureau

La séance est ouverte à quinze heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Georges MOREAU.

Le président exercera également le rôle de secrétaire et de scrutateur.

Exposé du président

I. Composition de l'assemblée

Tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent, sur présentation du registre des actions nominatives, être titulaires du nombre d'actions suivant :

1. Monsieur MOREAU Georges Louis Fernand, né à Huy le douze janvier mil neuf cent soixante et un, domicilié à 4540 Amay, Rue Aux Terrasses 32, propriétaire de soixante (60) actions ;
 2. Madame DUCHESNE Marie Hélène Christine Josée Jacqueline, née à Huy le six août mil neuf cent soixante-quatre, domiciliée à 4540 Amay, Rue Aux Terrasses 32, propriétaire de vingt (20) actions;
 3. Monsieur MOREAU Anthony Geneviève Jean-Luc Ghislain, né à Huy le vingt-huit novembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq, domicilié à 4540 Amay, Rue les Communes(OMB) 10/B, propriétaire de trente (30) actions ;
 4. Madame GUILLE Laetitia, née à Verviers le vingt-trois juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, domiciliée à 4540 Amay, Rue les Communes(OMB) 10/B, propriétaire de cinq (5) actions ;
 5. Monsieur MOREAU Jérôme Bernard Louis Ghislain, né à Huy le treize février mil neuf cent nonante, domicilié à 4540 Amay, Rue Hodinfosse 23, propriétaire de trente-cinq (35) actions ;
- Soit ensemble : cent cinquante (150) actions ou la totalité des actions émises par la société.

II. Ordre du jour

L'assemblée a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour qui suit :

1. Décision d'adapter les statuts de la société aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

2. Décision de supprimer le compte de capitaux propres statutairement indisponible dans les statuts et de le mettre à disposition pour des distributions futures.

3. 1° Proposition de remplacer l'article 3 des statuts par le texte suivant :

«La société a pour objet :

- L'installation de chauffage sanitaire et dépannage, l'installation de chauffage central gaz, mazout et air chaud;

- Le placement d'adoucisseur ;

- L'entreprise de menuiserie métallique tuyauteries industrielles et pose de canalisations diverses, pose de pompes de chaleur et de panneaux solaires.

- L'entretien de brûleurs; le ramonage des cheminées

- La vente de bijoux or, argent, plaqué or et fantaisie.

- L'entreprise générale d'électricité, d'automation, de régulation, de domotique, d'instrumentation, de l'électronique, de l'électromécanique, et plus généralement de l'électrotechnique,

- L'achat ou la vente, l'échange, la location, le prêt, l'installation, l'entretien, la réparation de matériel électrique et électronique, de climatisation acoustique, sonorisation, de systèmes électriques et électroniques, privés, professionnels ou industriels, le câblage de réseaux informatiques, la fibre

optique, le câblage et le placement de systèmes d'alarme, de systèmes de sécurité et de télésurveillance, de contrôle d'accès, de lutte contre l'incendie, de téléphonie, de parlophonie et

d'informatique, la fourniture et le placement d'appareils d'éclairage et de signalisation, de systèmes domotiques, force motrice, d'automatisation industrielle, de maintenance industrielle et tertiaire, le

commerce en gros ou au détail de tous appareils électriques et électroniques, d'appareils électroménagers, radio, télévision, hi-fi, téléphonie, GSM, fax, biens d'équipement.

- Le placement, la gestion, l'entretien et la réparation de panneaux photovoltaïques,

- L'achat, la vente, en gros ou au détail de panneaux photovoltaïques, ainsi que de tous accessoires, matériels ou outils s'y rapportant de près ou de loin.

- L'entretien de tout système de chauffage ;

Dans l'exercice des activités ci-dessus énumérées, la location, la sous-location, le leasing, l'achat et la vente de matériel.

Elle pourra notamment et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative ; faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou pouvant en faciliter la réalisation, acquérir, prendre ou donner bail aliéner tous immeubles et fonds de commerce, s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription de participation, d'intervention, financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, ayant un objet analogue au connexe au sien ou de nature à en favoriser et faciliter la réalisation.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions. »

2° Rapport comportant la justification détaillée de l'organe d'administration conformément à l'article 5:101 du Code des Sociétés et des Associations.

3° Suite à cette modification de l'objet, adoption d'un nouvel article 3 dans les statuts

4. Adoption de nouveaux statuts en concordance avec le Code des sociétés et des associations, avec le nouvel objet de la société.

5. Mission à Maître Fabienne HOUMARD, notaire à Amay d'établir et de déposer la coordination des statuts.

6. Démission et renouvellement du gérant et nomination d'administrateurs.

7. Adresse du siège.

III. Convocations et quorum

Il résulte de la liste de présence constatée ci-avant que tous les actionnaires sont présents ou représentés et que, par conséquent, il n'y a pas lieu de justifier la convocation.

L'assemblée générale ne peut délibérer sur une modification des statuts que lorsque les actionnaires présents ou représentés représentent au moins la moitié du nombre total d'actions émises et une modification n'est adoptée que si elle a réunie trois quarts des voix, sans qu'il soit tenu compte des abstentions dans le numérateur ou dans le dénominateur.

Ce quorum de présence est atteint.

Constatation de la validité de l'assemblée générale

Cet exposé du président est reconnu exact par l'assemblée.

L'assemblée constate à l'unanimité qu'elle est valablement composée et qu'elle est par conséquent apte à délibérer et statuer sur les sujets de l'ordre du jour.

Délibérations et résolutions

Après délibération sur les points à l'ordre du jour, l'assemblée adopte les résolutions suivantes :

1. Première résolution

En application de l'article 39, §1, alinéa 1 et 3 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des

sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'assemblée générale décide d'adapter les statuts aux dispositions du Code des sociétés et des associations et de conserver la forme légale de la société à responsabilité limitée (en abrégé SRL).

2. Deuxième résolution

En application de l'article 39, §2, alinéa 2 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'assemblée constate que le capital effectivement libéré, soit dix-huit mille six cents euros (18.600,00 €), et la réserve légale de la société soit mille huit cent soixante euros (1.860,00€) ont été convertis de plein droit en un compte de capitaux propres statutairement indisponible et que la partie non encore libérée du capital, en application de l'article 39, §2, deuxième alinéa de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses.

L'assemblée générale décide immédiatement, conformément aux formes et majorités de la modification des statuts, de supprimer le compte de capitaux propres statutairement indisponible créé en application de l'article 39, §2, troisième alinéa de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses et de rendre ces fonds disponibles pour distribution. Par conséquent, il ne doit pas être mentionné dans les statuts de la société.

Cette décision vaut également pour les éventuels versements futurs de la part non encore libérée à ce jour du capital de la société souscrit dans le passé qui a été inscrit sur un compte de capitaux propres "apports non appelés".

3. Troisième résolution

Il est pris connaissance de la proposition de remplacer l'article 3 des statuts de la société par le texte suivant :

« La société a pour objet :

- L'installation de chauffage sanitaire et dépannage, l'installation de chauffage central gaz, mazout et air chaud;
- Le placement d'adoucisseur ;
- L'entreprise de menuiserie métallique tuyauteries industrielles et pose de canalisations diverses, pose de pompes de chaleur et de panneaux solaires.
- L'entretien de brûleurs; le ramonage des cheminées
- La vente de bijoux or, argent, plaqué or et fantaisie.
- L'entreprise générale d'électricité, d'automation, de régulation, de domotique, d'instrumentation, de l'électronique, de l'électromécanique, et plus généralement de l'électrotechnique,
- L'achat ou la vente, l'échange, la location, le prêt, l'installation, l'entretien, la réparation de matériel électrique et électronique, de climatisation acoustique, sonorisation, de systèmes électriques et électroniques, privés, professionnels ou industriels, le câblage de réseaux informatiques, la fibre optique, le câblage et le placement de systèmes d'alarme, de systèmes de sécurité et de télésurveillance, de contrôle d'accès, de lutte contre l'incendie, de téléphonie, de parlophonie et d'informatic, la fourniture et le placement d'appareils d'éclairage et de signalisation, de systèmes domotiques, force motrice, d'automatisation industrielle, de maintenance industrielle et tertiaire, le commerce en gros ou au détail de tous appareils électriques et électroniques, d'appareils électroménagers, radio, télévision, hi-fi, téléphonie, GSM, fax, biens d'équipement.
- Le placement, la gestion, l'entretien et la réparation de panneaux photovoltaïques,
- L'achat, la vente, en gros ou au détail de panneaux photovoltaïques, ainsi que de tous accessoires, matériels ou outils s'y rapportant de près ou de loin.
- L'entretien de tout système de chauffage ;

Dans l'exercice des activités ci-dessus énumérées, la location, la sous-location, le leasing, l'achat et la vente de matériel.

Elle pourra notamment et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative ; faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou pouvant en faciliter la réalisation, acquérir, prendre ou donner bail aliéner tous immeubles et fonds de commerce, s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription de participation, d'intervention, financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, ayant un objet analogue au connexe au sien ou de nature à en favoriser et faciliter la réalisation.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions. »

L'assemblée prend également connaissance du rapport justificatif de l'organe d'administration.

L'assemblée marque son assentiment sur la modification de l'objet et sur le rapport justificatif de l'organe d'administration.

Le nouvel article 3 des statuts est adopté.

4. Quatrième résolution

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

Comme conséquence des résolutions précédentes, l'assemblée générale décide d'adopter des statuts complètement nouveaux, qui sont en concordance avec le Code des sociétés et des associations, avec son nouvel objet

L'assemblée générale déclare et décide que le texte des nouveaux statuts est rédigé comme suit :
STATUTS

Titre I. Forme légale – Dénomination – Siège – Objet – Durée

Article 1. Nom et forme

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée.

Elle est dénommée "**MOREAU**".

Article 2. Siège

Le siège est établi en Région wallonne.

L'adresse du siège peut être transférée en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision de l'organe d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification statutaire éventuelle qui en résulte, sans que cela ne puisse entraîner une modification de la langue des statuts.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3. Objet

La société a pour objet :

- L'installation de chauffage sanitaire et dépannage, l'installation de chauffage central gaz, mazout et air chaud;
- Le placement d'adoucisseur ;
- L'entreprise de menuiserie métallique tuyauteries industrielles et pose de canalisations diverses, pose de pompes de chaleur et de panneaux solaires.
- L'entretien de brûleurs; le ramonage des cheminées
- La vente de bijoux or, argent, plaqué or et fantaisie.
- L'entreprise générale d'électricité, d'automatisme, de régulation, de domotique, d'instrumentation, de l'électronique, de l'électromécanique, et plus généralement de l'électrotechnique,
- L'achat ou la vente, l'échange, la location, le prêt, l'installation, l'entretien, la réparation de matériel électrique et électronique, de climatisation acoustique, sonorisation, de systèmes électriques et électroniques, privés, professionnels ou industriels, le câblage de réseaux informatiques, la fibre optique, le câblage et le placement de systèmes d'alarme, de systèmes de sécurité et de télésurveillance, de contrôle d'accès, de lutte contre l'incendie, de téléphonie, de parlophonie et d'informatique, la fourniture et le placement d'appareils d'éclairage et de signalisation, de systèmes domotiques, force motrice, d'automatisation industrielle, de maintenance industrielle et tertiaire, le commerce en gros ou au détail de tous appareils électriques et électroniques, d'appareils électroménagers, radio, télévision, hi-fi, téléphonie, GSM, fax, biens d'équipement.
- Le placement, la gestion, l'entretien et la réparation de panneaux photovoltaïques,
- L'achat, la vente, en gros ou au détail de panneaux photovoltaïques, ainsi que de tous accessoires, matériels ou outils s'y rapportant de près ou de loin.
- L'entretien de tout système de chauffage ;

Dans l'exercice des activités ci-dessus énumérées, la location, la sous-location, le leasing, l'achat et la vente de matériel.

Elle pourra notamment et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative ; faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou pouvant en faciliter la réalisation, acquérir, prendre ou donner bail aliéner tous immeubles et fonds de commerce, s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription de participation, d'intervention, financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, ayant un objet analogue au connexe au sien ou de nature à en favoriser et faciliter la réalisation.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions.

Article 4. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capitaux propres et apports

Article 5. Apport

En rémunération des apports, cent cinquante (150) actions ont été émises.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

Les apports ont été inscrits sur le compte de capitaux propre disponible. Pour les apports ultérieurs, les conditions d'émission détermineront s'ils sont également inscrits sur ce compte de capitaux propres indisponible ou disponible. A défaut de stipulation à cet égard dans les conditions d'émission, ils sont présumés être également inscrits sur ce compte de capitaux propres disponible.

Article 6. Compte de capitaux propres statutairement indisponible

Pas d'application.

Article 7. Appels de fonds

Les actions doivent être libérées à leur émission.

En cas d'actionnaire unique-administrateur, ce dernier détermine librement, au fur et à mesure des besoins de la société et aux époques qu'il jugera utiles, les versements ultérieurs à effectuer par lui sur les actions souscrites en espèces et non entièrement libérées.

Article 8. Apport en numéraire avec émission de nouvelles actions – droit de préférence

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires existants, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des actionnaires par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques. Si ce droit n'a pas entièrement été exercé, les actions restantes sont offertes conformément aux alinéas précédents par priorité aux actionnaires ayant déjà exercé la totalité de leur droit de préférence. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par l'organe d'administration, jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

Pour les actions grevées d'un usufruit, le droit de souscription préférentielle revient au nu-propiétaire, à moins que le nu-propiétaire et l'usufruitier en conviennent autrement. Les nouvelles actions que celui-ci obtient avec des fonds propres, lui appartiendront en pleine propriété.

Il est tenu de rembourser la valeur de l'usufruit sur le droit de souscription préférentielle à l'usufruitier. Les actions qui n'ont pas été souscrites par les actionnaires comme décrit ci-dessus peuvent être souscrites par les personnes auxquelles les actions peuvent être librement cédées conformément à la loi ou par des tiers moyennant l'agrément de la moitié au moins des actionnaires possédant au moins trois quart des actions.

Titre III. Titres

Article 9. Nature des actions

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des actions. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

Article 10. Cession d'actions

§1. Cession libre

Les actions peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un actionnaire, au conjoint ou au cohabitant légal du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des actionnaires.

§2. Cessions soumises à agrément

Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des actionnaires, possédant les trois quarts au moins des actions, déduction faite des actions dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, l'organe d'administration en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de

procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs. Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

Article 11. Démission

§1. Les actionnaires ont le droit de démissionner de la société à charge de son patrimoine.

Cette démission s'accompagne des modalités suivantes :

1° Les actionnaires ne peuvent démissionner que pendant les six premiers mois de l'exercice social ;

2° La demande de démission doit être notifiée à l'organe d'administration par lettre recommandée au siège de la société ;

3° Une démission est toujours complète ; un actionnaire qui veut démissionner, doit démissionner pour l'ensemble de ses actions, qui seront annulées ;

4° La démission prend effet le dernier jour du sixième mois de l'exercice, et la valeur de la part de retrait doit être payée au plus tard dans le mois qui suit ;

5° Le montant de la part de retrait pour les actions pour lesquelles l'actionnaire concerné demande sa démission est équivalent au montant réellement libéré et non encore remboursé pour ces actions sans cependant être supérieur au montant de la valeur d'actif net de ces actions telle qu'elle résulte des derniers comptes annuels approuvés ;

6° Le montant auquel l'actionnaire a droit à la démission est soumis aux règles de la distribution de réserves et est suspendu si l'application de ces dispositions n'autorise pas la distribution, sans qu'un intérêt ne soit dû sur ce montant.

Article 12. Exclusion

§1. La société peut exclure un actionnaire pour de justes motifs.

Les actions de l'actionnaire exclu sont annulées.

§2. L'actionnaire exclu recouvre la valeur de sa part de retrait.

§3. Seule l'assemblée générale est compétente pour prononcer une exclusion.

La proposition motivée d'exclusion lui est communiquée par e-mail à l'adresse électronique qu'il a communiqué à la société. Si l'actionnaire a choisi de communiquer avec la société par courrier, la proposition lui est communiquée par pli recommandé.

L'actionnaire dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations par écrit et suivant les mêmes modalités à l'assemblée générale, dans le mois de la communication de la proposition d'exclusion.

L'actionnaire doit être entendu à sa demande.

Toute décision d'exclusion est motivée.

§4. L'organe d'administration communique dans les quinze jours à l'actionnaire concerné la décision motivée d'exclusion par e-mail à l'adresse électronique qu'il a communiqué à la société. Si l'actionnaire a choisi de communiquer avec la société par courrier, la décision lui est communiquée par pli recommandé.

Titre IV. Administration - Contrôle

Article 13. Organe d'administration

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

Article 14. Pouvoir d'administration

S'il n'y a qu'un seul administrateur, la totalité des pouvoirs d'administration lui est attribuée, avec la faculté de déléguer partie de ceux-ci, sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous.

Lorsque la société est administrée par plusieurs administrateurs, chaque administrateur agissant seul, peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, sous réserve de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale, toujours sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous.

Par contre, sauf délégation de l'organe d'administration ou procuration spéciale, la signature de tous les administrateurs sera toujours nécessaire et suffisante pour que la société soit valablement engagée dans les opérations ci-après; acquérir, aliéner, hypothéquer, échanger, prendre et donner en location tous biens meubles et immeubles; contracter tous emprunts même à long terme ou par

voie d'ouverture de crédit, sauf par voie d'émission d'obligations, accepter et donner toutes garanties hypothécaires ou autres; renoncer à tous droits réels d'hypothèque et à l'action résolutoire; donner mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires ou privilégiées ainsi que de tous commandements, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques; dispenser de toute inscription d'office.

Article 15. Pouvoir de représentation

Chaque administrateur représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant, sous réserve des actes énumérés à l'article 14 des présents statuts pour lesquels la signature de trois administrateurs est nécessaire.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Article 16. Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, ou l'actionnaire unique, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle.

Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

Article 17. Gestion journalière

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

Article 18. Contrôle de la société

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

Titre V. Assemblée générale

Article 19. Tenue et convocation

Il est tenu chaque année, au siège, une assemblée générale ordinaire le quinze mai de chaque année. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul actionnaire, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour. L'organe d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans un délai de trois semaines de la demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 20. Admission à l'assemblée générale

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, pour y exercer le droit de vote, un titulaire de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le titulaire de titres nominatifs doit être inscrit en cette qualité dans le registre des titres nominatifs relatif à sa catégorie de titres ;
- les droits afférents aux titres du titulaire des titres ne peuvent pas être suspendus ; si seul le droit de vote est suspendu ; il peut toujours participer à l'assemblée générale sans pouvoir participer au vote.

Article 21. Séances – procès-verbaux

§ 1. L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus d'actions ou encore, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

§ 2. Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale ou de l'actionnaire unique sont consignés dans un registre tenu au siège. Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires présents qui le demandent. Les copies à délivrer aux tiers sont signées par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

Ceux qui ont participé à l'assemblée générale ou qui y étaient représentés peuvent consulter la liste des présences.

Article 22. Délibérations

§ 1. A l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

§2. Au cas où la société ne comporterait plus qu'un actionnaire, celui-ci exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

§3. Tout actionnaire peut donner à toute autre personne, actionnaire ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en son lieu et place.

§ 4. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

§ 5. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

Article 23. Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par l'organe d'administration. Sauf si l'assemblée générale en décide autrement, cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

Titre VI. Exercice social - répartition - réserves

Article 24. Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

Article 25. Répartition - réserves

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

Titre VII. Dissolution - liquidation

Article 26. Dissolution

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

Article 27. Liquidateurs

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, le ou les administrateurs en fonction sont désignés comme liquidateur(s) en vertu des présents statuts si aucun autre liquidateur n'aurait été désigné, sans préjudice de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

Article 28. Répartition de l'actif net

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet et, en cas d'existence d'actions non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les actions soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des distributions préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre tous les actionnaires en proportion de leurs actions et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

Titre VIII. Dispositions diverses

Article 29. Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, liquidateur ou porteur d'obligations domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

Article 30. Compétence judiciaire

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 31. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

5. Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de donner la mission à Maître Fabienne HOUMARD, notaire à Amay d'établir et de signer la coordination des statuts, conformément à la décision précédente, et d'assurer

son dépôt au dossier de la société.

6. Sixième résolution

L'assemblée générale décide de mettre fin à la fonction du gérant actuel :

- Monsieur **MOREAU Georges** et procède immédiatement à la nomination de nouveaux administrateurs non statutaires pour une durée illimitée :
- Monsieur **MOREAU Jérôme**, ici présent et qui accepte.
- Monsieur **MOREAU Anthony**, ici présent et qui accepte.
- Madame **GUILLE Laetitia**, ici présente et qui accepte.

Les administrateurs font élection de domicile au siège de la société pour toutes les affaires relatives à l'exercice de ce mandat.

Leur mandat est rémunéré.

L'assemblée générale décidera à la prochaine assemblée générale annuelle sur la décharge au gérant démissionnaire pour l'exécution de son mandat.

7. Septième résolution

A l'instant, l'assemblée générale valablement constituée décide que le siège de la société se situe à 4540 Amay, Chaussée de Tongres, 138.

Clôture

Toutes les décisions ont été prises à l'unanimité des voix.

L'assemblée est clôturée à seize heures.

Le Notaire Fabienne HOUMARD.

Amay, le 30 novembre 2023